L'installation

Mars 2015. Je suis assis là, au point accueil installation de l'antenne locale de la Chambre d'Agriculture, dans un petit bureau d'un vieux bâtiment préfabriqué datant certainement des années 1970, coincé entre un rond-point et deux autres entrepôts. Face à moi une femme m'énonce le contenu d'un papier. Il me faut un diplôme reconnu de niveau quatre. Je lui explique que je suis paysagiste et que le diplôme que j'ai acquis me le permet peut-être. Elle appelle les services agricoles régionaux de l'État, qui après de longues minutes marquées de silences étirés lui répondent que non, ce diplôme d'ingénieur paysagiste ne me le permet pas. Si j'avais fait l'école du paysage de Versailles par exemple ce serait possible, mais l'école de Blois non, simple question de tutelle ministérielle.

Par Rémi Janin 12 JUILLET 2019

Alors nous reprenons le papier et il n'y a pas beaucoup de solutions. Si je souhaite demander la DJA[1] et effectuer le parcours classique à l'installation, je dois avoir un BPREA[2] ou un baccalauréat professionnel agricole. Comme je travaille en tant que paysagiste et que je ne souhaite pas interrompre ma pratique, elle me propose de le faire par correspondance, sur une année. Le lycée le plus proche auquel je peux m'affilier se trouve près de Clermont-Ferrand, à Marmilhat, avec des sessions de regroupements prévues à Tulle, en Corrèze. J'accepte, une peu dépité par cette vision soudaine du retour au lycée. Ce sera donc un baccalauréat CGEA[3] Systèmes à dominante élevage option ovin allaitant que je devrais obtenir. Alors que j'allais partir, elle me précise que j'aurais un stage pratique de deux mois à faire au cours de cette formation, et qu'il faudra que je revienne pour anticiper le reste du parcours à l'installation. Si tout se passe au mieux, j'en ai pour dix-huit mois.

Mai 2015

Je reçois un lourd carton chargé de manuels, de livres et de copies de cours qui me replongent dans mes années scolaires déjà relativement éloignées. J'ai devant moi posé sur mon bureau une bonne part du programme du baccalauréat agricole, celui que passe l'essentiel des futurs éleveurs. S'étalent sur ma table des cours de gestion, de comptabilité, de zootechnie, de génétique et de politique agricole commune. Seulement deux ouvrages, dont la facture est différente et semble plus récente, parlent d'agriculture biologique. Je me connecte au site internet de cours en ligne où des enseignants debout devant des tableaux blancs font de brefs points sur la digestion des bovins, la fertilisation des sols et les besoins d'intrants, ou bien encore sur les bilans comptables.
La formation commence. Régulièrement je dois remplir des copies et les envoyer à la correction pour notation. La première qui me revient sur l'histoire de la politique commune est sèchement annotée. Par habitude et par souci d'efficacité, je n'ai pas pensé à faire des phrases rédigées et j'ai répondu par tiret, ce qui apparemment n'est pas accepté. Les suivantes seront meilleures, je penserais même à souligner les titres de chaque partie.
Aux sessions de regroupement mes collègues sont divers. Certains ont raté leur parcours scolaire et retentent par ce biais d'acquérir la capacité agricole pour s'installer. D'autres sont comme moi, un peu plus âgés, et dans l'optique nouvelle de reprendre une ferme familiale ou sur d'autres terrains. La plupart d'entre nous est tout de même fille ou fils d'éleveurs du Massif central, et je ne sais pas pourquoi, si c'est ce lycée agricole perdu au milieu des bois corréziens au bord de l'autoroute, ou ce passage obligé d'un retour scolaire, mais il y a une sorte de tristesse chez ceux qui m'entourent et de solitude crainte. Nous nous reverrons trois fois dans ce même endroit. Certains repartiront ensuite sur les plateaux lozériens ou dans les collines limousines.

Octobre 2015

Le stage je le fais chez un couple ami de mes parents, éleveurs de moutons et de volailles en plein air, perchés sur une crête à quinze minutes de chez moi. C'est une ferme d'un peu moins de quarante hectares d'où l'on domine la plaine Roannaise et les massifs de moyenne montagne qui la borde. Les volailles sont vendues en direct ou sur un marché deux fois par semaine. Les brebis sont de race rustique, elles pâturent en partie les bois, certaines passent l'hiver en plein air.
La ferme n'est pas si grande et ils sont proches de la retraite. Ils se demandent si elle pourra être reprise. Le dernier de leur fils est intéressé, il travaille actuellement dans un lycée agricole et commence à y réfléchir.
Chez eux nous trions les troupeaux, médaillons les agneaux. Les grandes boucles jaunes contiennent la puce électronique imposée pour la traçabilité des animaux, elles sont bien trop lourdes et trop grandes pour leurs jeunes oreilles. Une fois posée la médaille fait plier l'oreille vers le bas, l'agneau relâché part rejoindre sa mère dans un bêlement étonné, inquiet, parfois douloureux. Nous curons également à la main les bâtiments des volailles trop exigus pour que la machine n'y entre, conduisons les brebis d'un pré à l'autre, suivis par les chiens de troupeau qui enjambent dans des sauts vifs et légers les grillages.

Un jour, au mois de janvier, là-bas sur une colline plus basse, nous voyons des tracteurs suivre l'ensileuse qui avale l'herbe fraîchement coupée. C'est la première fois ici, de mémoire d'agriculteurs, que l'on ensile au milieu de l'hiver. Cela se faisait normalement au plus tôt au mois d'avril, mais la douceur inhabituelle depuis plusieurs semaines le permet, et nous avons l'impression qu'ils s'en amusent presque. Cet hiver-là il n'y aura pratiquement pas de neige.

La ferme sur laquelle l'un des stages de formation fut effectué. © Rémi Janin

Juin 2016

Je suis au milieu des lycéens assis à une petite table et je remplis soigneusement ma copie. Je passe dans cette salle mon baccalauréat professionnel. Un sujet porte sur la génétique avec une question sur les chromosomes récessifs ou dominants, un autre sur un traitement chimique pour une quelconque maladie. Je bute sur l'appellation *pour on* d'un produit que je n'ai pour ma part jamais utilisé et que je ne connais pas. Pourtant fils d'agriculteur, il m'a fallu apprendre ce nouveau vocabulaire. Des termes que j'entendais parfois dans la bouche de paysans conventionnels mais jamais chez nous. J'ai grandi sur une ferme en agriculture biologique et les mots ne sont pas les mêmes. Je ne connais pas les unités d'azotes, les engrais chimiques, les désherbants, ni ce qu'il faut apporter en unité fourragère à un animal quand celui-ci est d'abord considéré comme un système digestif.
Ce fut un apprentissage bref et assez difficile pour obtenir la capacité agricole préalable à mon installation, mais je le vivais plutôt comme une observation active, comprendre la formation de l'essentiel de mes voisins, leur vision, le regard agricole appris dans ses murs et dans ses lycées toujours éloignés des autres établissements.
Une semaine plus tard je passe l'oral. Je sens bien une certaine réticence de la part du premier jury vu mon âge plus avancé et mon profil qui ne ressemble pas aux candidats qui me précèdent et me suivent. Je ne reçois comme mot de sortie qu'un bon courage à peine convaincu. Le second oral, plus technique, se passe mieux, je suis le dernier de cette journée, presque à la nuit, et il me semble cette fois maîtriser le langage attendu de la technique de l'élevage ovin, du triple agnelage en deux ans, des phases de gestation et de reproduction. Une semaine plus tard je reçois l'obtention de mon baccalauréat avec une note globale honorable.

Septembre 2016

Lors de mon parcours à l'installation qui suivra, deux conseillers de la chambre d'agriculture m'encadrent. L'un s'occupe de mon plan de professionnalisation personnalisé, l'autre de mon projet économique. Le premier me donne tout un programme de formation et un nouveau stage de deux mois à effectuer encore sur une autre ferme. Les formations me parlent à nouveau de gestion, de formes sociétaires, de risques sanitaires. J'effectue comme tous les autres candidats à l'installation agricole un stage de vingt et une heures pour parler en groupe de mon projet. Pendant ces vingt et une heures, nous croiserons notamment un banquier du Crédit Agricole ou un assureur de Groupama. Un représentant des Jeunes Agriculteurs, syndicat proche de la FNSEA[4], sera présent en permanence, ce que ne manqueront pas de faire remarquer énervés quelques stagiaires proches de la Confédération Paysanne. Quelques jours plus tard, je reçois dans la foulée un appel de la Caisse Locale du Crédit Agricole qui me propose un rendez-vous pour étudier le financement de mon projet.
Le conseiller économique de la Chambre d'Agriculture construit mon dossier tout en me rappelant à plusieurs reprises, et certainement à juste titre, qu'il est financièrement serré. Il me demande si c'est vraiment utile que je reste en agriculture biologique et si le maintien de la vente directe est réellement nécessaire. Je lui dis que si je reprends la ferme familiale, c'est justement parce qu'elle est en agriculture biologique et qu'elle est en vente directe.
Mon dossier est finalement recevable, mais il ne faudrait pas qu'il y ait dans les années à venir trop d'aléas, car les marges de manœuvre sont étroites. Pourtant je ne prévois aucun investissement en dehors du rachat assez important de l'actif et des parts sociales. Il existe aussi une inconnue sur la poursuite ou non par l'État des aides à l'agriculture biologique sachant que celles des années précédentes n'ont toujours pas été versées en intégralité, mais mon conseiller n'a pas d'autres choix que de les considérer comme acquises pour que le projet économique soit équilibré.
Deux ans après mon premier rendez-vous au point accueil installation, je passe en CDOA[5] en février 2017. Mon dossier est validé et mon installation sera effective le premier avril suivant.

Mai 2017

Je suis désormais installé officiellement depuis plus d'un mois. Le ruisseau au fond de la vallée ne coule plus, ce qui ne s'est jamais produit à cette période. Il n'y a, depuis la fin de l'hiver, pas eu de pluie. Les prés sont déjà ras et tendent vers le blanc, l'herbe ne pousse presque pas. Quelques semaines plus tard nous entamons la fauche. L'herbe ne grandira de toute façon pas plus et elle est en train de sécher. La faucheuse passe dans chaque pré, nous récoltons ensuite le peu d'herbe laissée au sol. Une année normale nous réalisons autour de 500 à 600 bottes rondes, cette année nous en ferons 237.
Juillet, il n'y a toujours pas eu de pluie. Les bêtes dans les prés n'ont désormais plus rien à manger, nous avons heureusement quelques boisements et les faisons patienter sous ces couverts boisés, ce qui leur donne au moins un abri contre la chaleur étouffante de ce milieu d'été. Nous n'avons plus le choix que de commencer à leur donner le foin que nous avons récolté en mai.
Septembre, il n'y a toujours pas eu de pluie suffisante, juste un orage qui a quand même donné presque 50 millimètres. Nous avons déjà distribué un tiers de la maigre récolte annuelle. Chaque jour, à la radio, la météo se félicite de cet été qui se prolonge et de ces belles journées ensoleillées et sans nuages. Tout l'automne la sécheresse continuera. L'étang au milieu de la ferme se videra totalement et ne se remplira qu'en décembre alors que nous finirons nos stocks de foins. Ce sera pourtant le début de l'hiver, nous aurions du juste commencer à les entamer.

Le troupeau de vaches dans les pré-bois. © Rémi Janin

Septembre 2017

Quelques mois avant j'étais parti pour quelques jours à Bordeaux. C'est alors dans le train que j'apprends, dans un article du *Monde*, sur mon téléphone, que le gouvernement a décidé de supprimer les aides au maintien à l'agriculture biologique pour ne les consacrer qu'aux aides à la conversion. L'enveloppe prévisionnelle dédiée à l'agriculture biologique a été dépassée du fait d'un nombre plus important qu'estimé de conversions ces derniers mois et ces dernières années, et le choix est fait de ne pas trouver d'autres moyens pour les financer. Le gouvernement, selon ses mots, ne souhaite pas créer un nouveau secteur agricole subventionné. Sur les commentaires qui apparaissent au-dessous de l'article certains disent que l'agriculture biologique coûte trop cher, qu'elle n'est pas accessible à tous, qu'elle est une agriculture de niche. Les agriculteurs biologiques reçoivent pourtant déjà en moyenne 20 % d'aides en moins que les agriculteur conventionnels. Une étude du CGDD[6] estimait en 2011 le coût de la dépollution des eaux potables en France liées aux excès d'azote et de pesticides agricoles à 54 milliards d'euros, sachant que l'ensemble de l'argent annuel reçu en France de la PAC représente 9 milliards d'euros, soit 6 fois moins. Si le principe du pollueur payeur était appliqué le coût de l'agriculture conventionnelle, déjà favorisé par les politiques publiques européennes et nationales, exploserait alors, et sans même compter d'autres coûts liées à la santé par exemple. Quelques minutes plus tard, dans le même journal en ligne un autre article apparait. Tôt ce matin 200 agriculteurs de la FNSEA se sont couchés sur les Champs Élysées pour protester contre l'interdiction programmée du glyphosate. Nicolas Hulot, encore ministre, les rejoint immédiatement pour tenter de dialoguer et les ménager.

Septembre 2018, les pâturages sont secs après des mois de chaleur et d'absence de précipitations suffisantes. © Rémi Janin

Avril 2018

Le printemps est de nouveau sec après un hiver peu généreux en pluie. Nous achetons encore un dernier chargement de foin onéreux pour atteindre le mois de mai et espérer qu'enfin tombe un peu d'eau. Mai apporte des pluies brutales qui arrachent tout, mais qui au moins permettent à l'herbe de s'élever. La pression un peu retombe, les jours s'enchaînent et sont humides, puis tout s'arrête à nouveau avec le mois de juin. Plus rien, à part quelques averses éparpillées et insignifiantes, ou parfois des orages violents et brefs chargés de grêles qui broient les maïs des agriculteurs voisins pour n'en laisser que les tiges. À nouveau tout jaunit rapidement, l'herbe se retire et le sol se durcit. L'été se passera à guetter les prévisions futures, des pluies annoncées à une semaine qui s'effacent finalement des écrans, toujours reportées ou arrivant mollement et bien plus faibles qu'espérées.
Septembre, nous commençons à donner du fourrage encore bien trop tôt. Octobre, l'eau ne vient toujours pas, puis enfin un passage est annoncé en approchant la fin du mois. Mais avec cette eau vient le froid et sur les écrans les traits pluvieux se transforment en flocons. En une heure tout se recouvre de neige, une couche lourde et des flocons qui tombent sans s'arrêter, décidés cette fois à descendre en nombre. Les arbres, dehors, en ce milieu d'automne, ont encore leurs feuilles. Nous voyons devant la maison les petits fruitiers que nous avons plantés plier sous le poids blanc, et nous sortons les secouer pour les alléger.
Au milieu de la nuit ceux qui partiront déneiger raconteront que d'un coup les forêts se sont mises à hurler. Les branches par centaine ont cédé, craquant et déchirant les troncs qui essayaient de les retenir, les défigurant et les mutilant. Il tombera entre vingt et cinquante centimètres en fonction des endroits. Au matin suivant il y a un vaste silence. Les voitures qui tentent de quitter le hameau reviennent toutes, les routes étant coupées par les branches. Nous mettrons la journée pour les dégager, débitant les innombrables bois qui les recouvrent, se rejoignant entre voisins. Les vaches sortiront de plusieurs prés, les clôturent ayant été couchées en de nombreux endroits par les chutes de branches. Nous dégageons ce que nous pouvons pour les refermer et contenir à nouveau les troupeaux. L'électricité mettra trois jours à revenir. La durée de l'hiver ne suffira pas à réparer toutes les clôtures abîmées.

Les routes coupées par les chutes des branches ayant ployé sous la neige.© Rémi Janin

Avril 2019

Le printemps à nouveau. Cet hiver a été encore plus sec que le précédent. Dans les prairies voisines les agriculteurs finissent d'épandre l'ammonitrate. Certains d'entre eux passent un fongicide dans leurs cultures de céréales, formant des marques régulièrement espacées de traces de tracteurs dans la masse végétale levée, sacrifiant ainsi par la roue quelques lignes pour pouvoir traiter le reste. Au milieu du vert qui s'intensifie dans la campagne en ce début du printemps des parcelles curieusement jaunissent puis finissent par brûler complètement et s'éteignent. Le labour qui viendra ensuite sur ces champs trahira le passage précédent du glyphosate afin qu'aucune herbe ne résiste à l'enfouissement, offrant une terre nue et libre pour le semis du maïs.
Au milieu des plaines, sur les collines et dans la poussière, des jets d'eau sont lancés en plein jour. Dans le fond voisin de la vallée, au coeur d'une journée séchée et glacée par le vent du nord, une foreuse travaille à côté d'une ferme. Elle enfonce méticuleusement et sûrement dans le sol un long tuyau rigide. Les sécheresses se répétant la profession agricole majoritaire réclame de pouvoir retenir l'eau en construisant des digues et d'aller la chercher là où il en reste encore. Ils demandent que les contraintes réglementaires jugées trop sévères pour le faire soient enfin levées. Beaucoup descendent à plus de cent mètres pour trouver des filons liquides et maintenir par perfusion ponctuelle un système agricole essoufflé et épuisant. On a alors l'impression, au milieu de ces collines de plus en plus dénudées, que se passe la quête inquiétante d'un nouveau pétrole, mais surtout que se préparent individuellement les moyens vains d'une survie prochaine.

À nouveau les cartes sur les écrans laissent croire à une pluie future qui toujours s'efface, comme un horizon qui s'éloigne et que l'on n'atteint jamais. Au début de ce nouveau printemps, en me levant, lassé de nourrir encore les troupeaux parce que l'herbe ne vient toujours pas, il y a ce matin, tout autour, ce silence inquiétant de la campagne qui semble retenir une angoisse effrayée. Pas un seul oiseau ne chante et le vent même s'est arrêté. Je crois qu'elle a compris quelque chose et qu'elle a vu ce qui allait venir. En face, sur le versant, des douglas commencent d'ailleurs à roussir et lâcher prise.

Juin 2019, lors de la montée en estive des génisses, les résineux sur les Piémonts du Forez meurent progressivement après 3 années de sécheresse consécutives. © Rémi Janin

L'AUTEUR

Rémi Janin

Rémi Janin, agriculteur, paysagiste et enseignant à l'Ecole d'Architecture de Clermont-Ferrand. Il a cofondé en 2007 avec son frère Pierre Janin l'agence Fabriques Architectures Paysages qui travaille essentiellement sur des problématiques agricoles et rurales. Depuis 2017 il a repris la ferme familiale de Vernand dans le département de la Loire.

BIBLIOGRAPHIE

1. Dotation Jeune Agriculteur
2. Brevet Professionnel Responsable d'Exploitation Agricole
3. Conduite et Gestion de l'Exploitation Agricole
4. Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles
5. Commission Départementale d'Orientations Agricoles
6. Conseil Général au Développement Durable

POUR RÉFÉRENCER CET ARTICLE

Rémi Janin, *L'installation*, Openfield numéro ,

https://www.revue-openfield.net/2019/07/12/linstallation/